



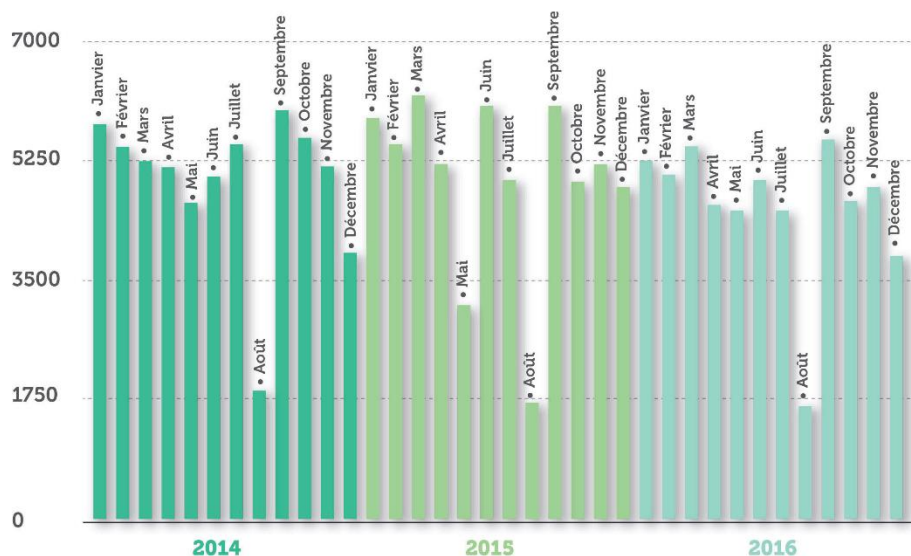
## L'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs : 55 000 dirigeants ont perdu leur emploi en 2016

Alors que l'entrepreneuriat et la perte d'activité des dirigeants se trouvent au cœur des propositions de candidats à l'élection présidentielle, l'association GSC et Altares dévoilent les premiers chiffres de [l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs](#) sur l'année 2016. Les deux organisations livreront et déchiffreront désormais chaque semestre le nombre de dirigeants qui se trouvent en situation de perte d'emploi en France après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise.

Si les données concernant le chômage des salariés sont collectées et traitées, aucun organisme n'a travaillé sur les aspects quantitatifs de la perte d'emploi des chefs d'entreprise et dirigeants. « *En relation quotidienne avec les entrepreneurs, et en prise directe avec les difficultés qu'ils doivent surmonter lorsqu'ils perdent leur emploi, nous avons voulu dresser un état des lieux objectif qui soit une reconnaissance de cette problématique car derrière les liquidations judiciaires, il y a des femmes et des hommes, une réalité humaine.* » explique Daniel Thébaud, Président de l'Association GSC.

### NOMBRE D'ENTREPRENEURS PRIVÉS D'EMPLOI :

Période janvier 2014 - décembre 2016



### Un tiers des entrepreneurs privés d'emploi sont âgés de plus de 50 ans

En dépit d'un recul de 7,6% du nombre de liquidations judiciaires prononcées, plus de 55 000 entrepreneurs se sont trouvés en situation de perte d'emploi en 2016.

Si l'âge médian de ces dirigeants varie peu autour de 45 ans, **la part des quinquas a tendance à légèrement augmenter**. Les dirigeants âgés de plus de 50 ans représentent ainsi 34,5 % des entrepreneurs concernés en 2016.

#### Répartition par âge de l'entrepreneur

Age	2016
< 26 ans	2,6%
26 à 30 ans	7,1%
31 à 40 ans	24,6%
41 à 50 ans	31,2%
51 à 60 ans	23,5%
> 60 ans	11,0%

#### Evolution du taux par âge

Age	2016
< 26 ans	0,0%
26 à 30 ans	-0,3%
31 à 40 ans	-0,1%
41 à 50 ans	-0,4%
51 à 60 ans	0,5%
> 60 ans	0,4%

Pour Daniel Thébaud : « *cette donnée nous révèle la fragilité en apparence paradoxale de chefs*

d'entreprises plus expérimentés que l'on croit donc mieux armés face aux difficultés. La réalité c'est que le risque n'est pas toujours prévisible et s'impose bien souvent à vous indépendamment de vos compétences et qualités d'entrepreneur. »

« Les entrepreneurs créent leur business pour réussir ; le chômage n'est alors pas une option envisagée. Lorsque la perte d'emploi intervient, en particulier subie après une liquidation judiciaire, le dirigeant garde encore confiance en sa capacité à enchaîner une nouvelle activité, fût-elle salariée.

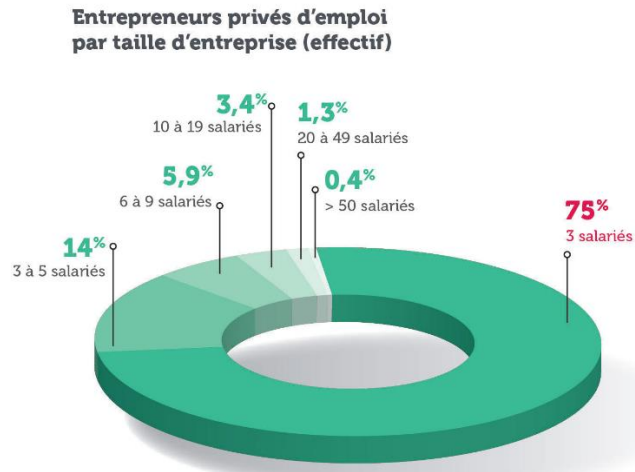
Pourtant, si le rebond est probable pour les 4 800 jeunes chefs d'entreprises dans cette situation en 2016, cela peut s'avérer plus incertain pour les dirigeants de plus de 50 ans trois fois plus nombreux» commente Charles Battista, Directeur des relations externes Altares

## Les gérants de petites entreprises plus fortement touchés

Les artisans-commerçants et gérants de TPE se montrent les plus impactés par la perte d'emploi sur liquidation judiciaire.

**75 % des entrepreneurs concernés employaient ainsi moins de trois salariés et 14 % en comptaient entre trois et cinq.**

**Le statut juridique adopté par ces entrepreneurs est celui d'artisan-commerçant dans 15,3 % des cas et SARL (société à responsabilité limitée) dans 64,6 %.** La progression de perte d'emplois se révèle la plus forte (+26,7%) parmi les SAS (société par actions simplifiée), donnée qui s'explique par l'augmentation du nombre de créations sous ce statut.



Confirmation de la plus forte fragilité des dirigeants de petites structures, pour 88,6 % des entreprises touchées, le chiffre d'affaires était non connu ou inférieur à 500 000 €.

## Des pertes d'emploi conséquentes pour les secteurs du bâtiment et du commerce

L'amélioration de la conjoncture a permis une meilleure résistance des entreprises en particulier pour celles orientées BtoB, mais les activités à destination du consommateur affichent leurs fragilités.

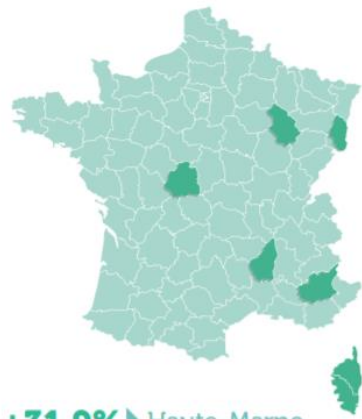
Les entrepreneurs du bâtiment (24,8 %) et du commerce (23,1 %) concentrent à eux seuls près de la moitié des pertes d'emploi. Si à la faveur de la reprise de l'immobilier, les artisans du bâtiment retrouvent de l'activité, **les commerçants en situation de perte d'emploi sont en revanche aussi nombreux en 2016 qu'en 2015 dans l'habillement au détail (plus de 1400) et plus nombreux dans les magasins multi-rayons (+ 6 %).**

Parmi les autres activités, les pertes d'emploi de dirigeants se stabilisent à des niveaux élevés dans la **restauration rapide** (2200) ou les **débites de boisson** (1100) et augmentent fortement pour les **taxis** (+ 54 %), les **auto-écoles** (+ 20 %) mais aussi les **activités juridiques** (+ 23 %) ou encore les **infirmiers** (+ 21 %).

## Les chefs d'entreprises de Corse plus exposés aux difficultés en 2016

La majorité des régions françaises s'inscrit en amélioration par rapport à 2015 ; sept sur treize présentent un nombre de liquidations judiciaires en baisse de plus de 10 %.

Pour autant la **réalité des territoires apparaît plus contrastée**. Les pertes d'emploi de dirigeants ont ainsi augmenté en Corse (+ 23 %), en Haute-Marne (+ 31,9%), dans les Hautes Alpes (+ 22,9%) dans l'Indre (+ 18 %) ou en Guadeloupe (+ 6 %).

**France Métropolitaine :****DOM - TOM :****+31,9%** ▶ Haute-Marne**+22,9%** ▶ Hautes-Alpes**+22,8%** ▶ Corse**+18%** ▶ Indre**+10,7%** ▶ Ardèche**+8%** ▶ Haut-Rhin**+6,1%** ▶ Guadeloupe*Les prochains chiffres seront délivrés en septembre 2017***Observatoire de l'emploi des entrepreneurs****Méthodologie**

Les données sont issues de l'étude des entreprises en liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. Ne sont pas intégrées les procédures à l'amiable de dissolution ou de liquidation de même que les révocations des mandataires sociaux

**A propos de la GSC**

L'association GSC est l'association qui a souscrit le contrat d'assurance de groupe GSC auprès d'un pool d'assureurs (Groupama, Allianz, MMA, Générali, SMABTP). Elle est administrée par le Medef, la CPME et l'U2P qui l'ont conçue en 1979. Elle veille aux intérêts des dirigeants affiliés au régime. La gestion du régime a été confiée à Groupama – GAN Assurances.

**A propos d'Altars**

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altars valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altars fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altars se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 260 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

**Contacts presse****GSC**

Amélie Lebreton - Agence CorioLink  
[amelie.lebreton@coriolink.com](mailto:amelie.lebreton@coriolink.com) – 06 70 60 25 30

**Altars**

Thierry Millon – Directeur des études  
[Thierry.Millon@altars.com](mailto:Thierry.Millon@altars.com) 04 74 65 75 51